

Et, souvent, les « solutions » supposent une réforme institutionnelle — probablement un processus long et controversé comme l'initiative relative au système financier international lancée à Halifax le montre si clairement, alors que même aujourd'hui, certaines des questions stratégiques les plus importantes n'ont pas encore été résolues. De plus, il convient de le rappeler, le Sommet est considéré comme étant la seule instance disponible pour la gestion de crises, qu'il s'agisse de l'économie russe, du Kosovo ou, comme nous le verrons à Kananaskis, de la « nouvelle guerre ».

Par conséquent, selon cet argument, l'élargissement progressif de la mission est un produit du monde en voie de mondialisation dans lequel nous vivons. Et même si les Sommets ne détiennent pas un statut d'exclusivité — depuis les années 1980, ils ont proliféré, de telle sorte qu'il existe maintenant des sommets régionaux, des sommets des Nations Unies, des sommets de la FAO et de nombreux autres —, le G7/G8 est néanmoins considéré comme étant le point culminant. Ainsi qu'on le prétend, s'il convient de déployer continuellement des efforts pour le ramener à sa taille antérieure, on ne peut pas vraiment éviter l'élargissement progressif de la mission, même s'il faudrait probablement le contenir.

Bien que j'aborde cette question à la fin de cette partie de mon allocution, j'ajouterai un autre aspect, qui est, d'ailleurs, le plus important aspect de l'évolution des sommets dans les années 1990. Lorsqu'ils ont adopté un ordre du jour sans cesse plus vaste, les participants aux sommets étaient également enclins — ou forcés — à inclure des objectifs précis. Peut-être a-t-on estimé qu'il était nécessaire d'agir en ce sens pour ajouter à la gravité de l'engagement institutionnel ou à la crédibilité des épaisses piles de papier. Ou parce que cela faisait bonne impression du fait que les médias demandaient qu'on leur parle des politiques au moyen d'extraits sonores. Et si les objectifs sont irréalistes ou se fondent simplement sur l'espoir de catalyser une action de la part de gouvernements membres réticents ou d'autres institutions multilatérales, il s'agit là d'une approche plutôt imprudente. (Il pourrait être sage de rappeler la promesse prononcée par le président de la Banque mondiale, Robert MacNamara, en 1973 de déraciner la pauvreté avant l'année 2000!) Les objectifs en matière de réduction de la dette des pays pauvres fixés à Cologne n'ont pas été atteints. Les objectifs de développement larges et ambitieux annoncés par le Sommet du millénaire des Nations Unies